

Appel à manifestation dans toute l'Europe le 12 mai 2015

Défendre et améliorer l'enseignement supérieur et la recherche, les conditions de travail et l'emploi scientifique

Le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) est la branche européenne de l'Internationale de l'Education qui regroupe la plupart des syndicats de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau mondial. Pour la première fois, les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) des différents pays européens ont décidé d'une action commune en Europe à l'occasion de la réunion des 14 et 15 mai 2015 à Erevan (Arménie) des ministres de l'ESR des pays engagés dans le processus de Bologne. Dans tous les pays européens, l'enseignement supérieur et la recherche sont l'objet de dégradations similaires, qui sont issues des mêmes politiques d'austérité. Les conséquences sont lourdes, pour les personnels et les étudiants, pour le développement de la recherche et des formations. Les institutions européennes et les gouvernements nationaux en portent la responsabilité.

Sur la base des revendications portées par les syndicats de l'ESR des différents pays européens, le CSEE appelle à des actions la semaine précédant la réunion d'Erevan pour une autre politique de la recherche et de l'enseignement supérieur de l'Europe et des pays européens, notamment sur la base des analyses et revendications du texte d'appel ci-dessous.

**En France, les syndicats des personnels de l'ESR et d'étudiants appellent à des rassemblements le mardi 12 mai à Paris à 14h, devant le ministère de l'ESR, Rue de Grenelle, et dans les principales villes universitaires.
Une conférence de presse nationale sera organisée le mercredi 13 mai.**

Les syndicats signataires : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNETAP-FSU, SNTRS-CGT, SUD Recherche EPST, Sup'Recherche-UNSA, UNSA ITRF-BI-O, SNPTES, Fédération SGEN-CFDT, CFDT-INRA, SGEN-CFDT Recherche EPST, UNEF, SCIENCES EN MARCHÉ

Appel du Comité syndical européen de l'éducation

En raison de la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe et dans chaque pays européen, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) appelle tous les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche des pays européens à des actions avant la conférence ministérielle de Bologne qui se tiendra à Erevan les 14-15 mai 2015. Le CSEE condamne :

- L'augmentation de l'emploi précaire, et les conditions de travail de plus en plus dégradées ;
- La perte de liberté académique ;
- Les attaques contre les fondements de la recherche ;
- L'insuffisance du financement.

Le CSEE appelle les institutions de l'Union européenne et les gouvernements à prendre des mesures pour :

- Une solidarité au sein de l'Union européenne et dans toute l'Europe qui permette un développement équilibré de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Un plan de recrutement pluriannuel ambitieux d'emplois stables pour l'enseignement supérieur et la recherche ;
- Une augmentation significative du financement de base des institutions de recherche et d'enseignement supérieur ;
- Une politique de développement de tous les domaines de la recherche, garantissant la diversité des sujets et des approches de la recherche, le respect des méthodes de recherche, les temporalités de la recherche et la liberté académique pour les personnels et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
- Une politique d'élimination des inégalités, notamment celles fondées sur le genre ;
- La restauration et le développement d'une approche démocratique et collégiale au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Complément à l'appel ci-dessus

Les organisations soussignées, signataires de l'appel à manifester le 12 mai 2015 dans le cadre de l'appel européen du Comité syndical européen de l'éducation soulignent la responsabilité de la politique menée par le gouvernement français dans la dégradation de la recherche et de l'enseignement supérieur publics. La présentation tardive du budget des universités acte la dégradation globale : seul le prélèvement de 96 millions€ sur fonds de roulement de 47 établissements permet d'éviter la déroute budgétaire pour la plupart des autres. Par 49 contre sur 51 votants, le CNESER a refusé cette répartition le 27 avril 2015.

Il faut dès aujourd'hui préparer les mobilisations pour que le budget 2016 de l'enseignement supérieur et de la recherche ne soit pas plus catastrophique encore et permette au contraire d'inverser la tendance !

En France, nous exigeons

- l'arrêt des politiques d'austérité et d'aides sans conditions aux entreprises comme les 6 milliards de Crédit d'Impôt Recherche qui représentent 100 000 emplois dans l'ESR ;
- la fin des suppressions et gels d'emplois et un plan pluriannuel ambitieux de création d'emplois de titulaires d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs et techniciens, pour résorber la précarité et répondre aux besoins sociaux en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
- une réévaluation pérenne des dotations budgétaires de l'Etat pour les formations, les laboratoires et les services ; des mesures d'urgence pour 2015 ;
- une hausse immédiate du pouvoir d'achat par le dégel du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis des années et une revalorisation des salaires et des carrières ;
- le maintien et l'amélioration du statut général de la Fonction Publique et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour les citoyens ;
- l'amélioration des conditions de travail ;
- des mesures pour améliorer les poursuites de carrière des docteurs, passant notamment par la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives, dans la haute fonction publique et dans la fonction publique territoriale
- des mesures pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de licence et master à l'université

Les organisations signataires : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNETAP-FSU, SNTRS-CGT, SUD Recherche EPST, SGEN-CFDT Recherche EPST, UNEF, SCIENCES EN MARCHÉ